

Mauvaise pioche, ou les tribulations françaises et internationales depuis les colonies jusqu'à aujourd'hui

Index :

[Introduction](#)

[Politique arabe de la France](#)

[La fin d'un mythe](#)

[N'avons-nous donc rien appris ?](#)

[Citations palestiniennes](#)

[Blocus ? Quel blocus ?](#)

[Retour sur l'Histoire](#)

[Sionisme : la genèse](#)

[La persécution des Juifs en Russie et ses conséquences](#)

[Le mandat britannique en Palestine](#)

[L'accord de Sykes-Picot](#)

[Un face-à-face franco-britannique](#)

[Carte : des accords de Sykes-Picot... au Proche-Orient contemporain](#)

[L'exclusion des Arabes de Palestine par leur refus de la partition](#)

[Les grandes vagues d'immigration](#)

[Le retour des Arabes palestiniens sur la scène politique](#)

[Le premier attentat palestinien d'envergure internationale](#)

[De Beyrouth à Tunis](#)

[La renaissance chiite](#)

[L'ascension de Rafiq Hariri](#)

[Enquête sur l'attentat](#)

[Derniers développements](#)

Introduction

Les guerres coloniales ont laissé des traces profondes dans l'approche avec laquelle les diplomates française et britannique abordent le Proche-orient.

Avec l'abandon des colonies, les deux ex-empires ont perdu leur grandeur, leurs sources de matières premières... mais pas leurs complexes :

- complexe de supériorité, compassionnel et condescendant envers ceux qui, jadis exploités, fournissaient la métropole à bon prix,
- complexe d'infériorité, teinté de rancœur et d'un sentiment de revanche envers ceux qui ont su faire prospérer un lopin de terre en plein désert.

Les médias tentent de suivre, pour vendre leur soupe. Dans les colonnes de nos quotidiens, plus les Arabes sont loin et plus on les aime, quant aux Juifs mieux vaut les avoir sous contrôle : ils ont tellement vite fait de devenir « dominateurs »...

La petite phrase assassine du général de Gaulle pendant sa conférence de presse en 1967 est restée gravée dans les mémoires. Elle marque le début d'un retournement de tendance. Elle cristallise les frustrations liées au déclin du rayonnement français depuis l'Afrique centrale jusqu'en Irak.

[Haut du document](#)

Politique arabe de la France

C'est ainsi que débute ce qu'on a coutume d'appeler la « politique arabe de la France » qui substitue à l'ancienne domination coloniale des « accords privilégiés » et autres « partenariats » : c'est par exemple dans ce cadre que nous avons vendu des avions chasseurs « Mirage » à la Libye après l'embargo décrété à l'encontre d'Israël suite à la guerre des 6 jours en 1967, livré un réacteur nucléaire à l'Irak de Saddam Hussein et expédié Khomeiny en First sur Air France à destination de Téhéran...

Dès 1958 de Gaulle, alors fraîchement venu au pouvoir, avait entrepris une tournée africaine pour expliquer les contours de la nouvelle Constitution française qui intéressait aussi l'Afrique. Cette année-là, il déclara le 26 août aux 'porteurs de pancartes' sénégalais qui l'accueillent : « je veux dire d'abord un mot aux porteurs de pancartes ; s'ils veulent l'indépendance, qu'ils la prennent ! Mais s'ils ne la prennent pas, alors qu'ils fassent ce que la France leur propose : la Communauté franco-africaine... ». La « coopération » commence alors à remplacer la « colonisation ».

Puis, c'est le lâchage de l'Algérie en 1962 de façon si humiliante, après une guerre sanglante qui dura huit ans et fit des centaines de milliers de morts.

C'est un passage douloureux et honteux de l'histoire française, dont il faut se souvenir si l'on veut comprendre l'orientation politique contemporaine.

De Gaulle a fait alors des choix dont nous essayons encore de nous dépêtrer aujourd'hui. Le « général » avait des vues de grande puissance pour la France, dont l'exclusion des accords de Yalta lui étaient toujours restés sur l'estomac. Pour lui, l'appel du 18 juin effaçait Vichy et la France avait gagné la guerre ! En 1966, il claque la porte à l'OTAN qui quitte Paris pour Bruxelles en décembre de la même année.

Dans une Europe alors en pleine croissance, il ambitionne de construire une puissance industrielle et militaire indépendante. C'est l'époque des bidonvilles à proximité des grandes concentrations industrielles, suivies des « villes dortoirs » en périphérie des grands ensembles urbains.

Ses projets nécessitent une main d'œuvre abondante et bon marché, qu'il va chercher dans les ex-colonies et notamment en Algérie.

Mais loin de faire massivement appel aux Harkis (supplétifs engagés dans l'armée française de 1957 à 1962), dont plus d'un million – familles comprises – étaient menacés, il les abandonne à leur sort.

Des massacres commencent dès mars 1962 et culminent à l'automne. Ils sont dus à des règlements de compte, des vengeances mais aussi au zèle des « marsiens », ralliés FLN de la 25ème heure (au mois de mars 1962), voulant montrer leur patriotisme.

Les autorités françaises étaient au courant des faits comme le prouvent les rapports rédigés par des Français en Algérie, mais de Gaulle va plus loin encore.

Peu après son retour au pouvoir, en 1958, il doutait de l'intégration des musulmans d'Algérie qui était sous-jacente à la constitution de harkas. Ainsi, le 5 mars 1959, il se confie en ces termes à Alain Peyrefitte : « Si nous faisons l'intégration, si tous les Arabes et Berbères d'Algérie étaient considérés comme Français, comment les empêcher de venir s'installer en métropole, alors que le niveau de vie y est tellement plus élevé ? Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Églises, mais Colombey-les-Deux-Mosquées ! »

Sur proposition du général Challe, alors commandant suprême en Algérie (fin 1958), de Gaulle avait pourtant accepté d'enrôler massivement des musulmans, afin de porter l'armée au niveau nécessaire pour défendre tout le territoire. Mais il ne voyait dans les harkis que des « jouets de l'Histoire », et non des éléments de l'armée française.

Lors d'un conseil des ministres, le 25 juillet 1962, peu après l'indépendance de l'Algérie, il déclare à Pierre Messmer, alors ministre des armées : « On ne peut pas accepter de replier tous les musulmans qui viendraient à déclarer qu'ils ne s'entendent pas avec leur gouvernement ! Le terme de rapatriés ne s'applique évidemment pas aux musulmans : ils ne retournent pas dans la terre de leurs pères. Dans leur cas, il ne s'agit que de réfugiés ! Mais on ne peut les considérer tels que s'ils couraient un danger ! ».

« Louis Joxe, ministre d'État aux Affaires algériennes, adressa à l'armée une directive très secrète, le 12 mai 1962, menaçant de sanctions les militaires français qui organisaient le repli en métropole de leurs alliés musulmans en dehors du plan général de rapatriement », et ordonnant même le renvoi en Algérie des supplétifs débarqués en France. »

La note en date du 25 mai 1962, stipule notamment :

« Les supplétifs débarqués en métropole en dehors du plan général de rapatriement seront renvoyés en Algérie [...]. Il conviendra d'éviter de donner la moindre publicité à cette mesure [...]. Les promoteurs et les complices de rapatriements prématurés seront l'objet de sanctions appropriées. » Pierre Messmer, ministre des armées, a spécifié dans une note ministérielle de mai 1962 que les arrivées en France de harkis " *dues à des initiatives individuelles [...]* *représentent des infractions caractérisées.* »

Le Comité national de liaison des harkis survivants avance le chiffre de 150 000 harkis tués, et de 16 000 sauvés par leurs officiers français qui désobéirent aux ordres.

En fait, en 1962, il n'existe aucun plan d'évacuation ni de protection des harkis et de leurs familles, et le Gouvernement fut pris de court par l'arrivée des rapatriés. On estime (Philippe Denoix) à 15 000 ou 20 000 le nombre de familles de harkis, soit environ 90 000 personnes, qui purent s'établir en France de 1962 à 1968. La grande majorité resta en Algérie et des dizaines de milliers d'entre eux furent assassinés. Ces massacres perpétrés parfois par familles entières s'accompagnèrent souvent de tortures, de viols, etc., se déroulèrent dans le climat d'instabilité, de luttes internes (y compris armées) de l'ALN et du GPRA pour la prise de pouvoir qui précéda et suivit l'indépendance.

[Haut du document](#)

La fin d'un mythe

Alors que le Général de Gaulle effectue un voyage officiel en Roumanie, éclate la révolte de mai 1968. Face aux tensions grandissantes, le président français écourte son voyage et rentre en France le 18 mai.

Le 24, lors d'un discours télévisé, il en appelle au sursaut de la nation ; mais le discours présidentiel ne convainc pas : la contestation se poursuit, menée par les étudiants et les syndicats.

A propos des Français, le Général de Gaulle dira alors, plein d'amertume : « un peuple de veaux, de veaux qui se couchent ».

L'ancien militaire hésite à faire appel à l'armée et rend visite au Général Massu et des troupes françaises basées en Allemagne à Baden-Baden.

A son retour d'Allemagne, le chef de l'état fait un nouveau discours radiodiffusé le 30 mai, où il annonce qu'il restera à son poste, malgré les injonctions de ses adversaires : « dans les circonstances présentes, je ne me retirerai pas. J'ai un mandat du peuple. Je le remplirai ».

Il annonce la dissolution de l'Assemblée et la tenue de nouvelles élections législatives. Ce discours entraîne spontanément plus d'un million de Gaullistes à manifester leur soutien sur les Champs-Élysées ce 30 mai, puis un raz-de-marée gaulliste un mois plus tard lors des élections législatives du 30 juin (358 députés sur 485 !).

Après l'échec subi par le référendum qu'il a organisé en avril 1969 pour son maintien au pouvoir, de Gaulle à 79 ans, se retire.

On ne peut pas toujours nier son passé. Même si d'un côté, la France y trouvait un intérêt sur le plan des contrats d'exportation (GIAT industrie, Dassault, Matra, Framatome, Usinor, Thomson-Csf, consortium Eurodif) et le raffinement de pétrole (Elf, Total), pour ne citer que certains, il vient un moment où il faut accepter de retirer le bandeau qu'on a sur les yeux.

Ainsi, lorsqu'on entend un parlementaire français déclarer maintenant : « parce qu'il fait partie du problème, le Hamas devra faire partie de la solution », on quitte le domaine de la diplomatie pour replonger dans celui de l'aveuglement. Autant demander à un preneur d'otages d'entrer dans un processus politique et de participer à un secrétariat d'Etat aux affaires mafieuses après un hold-up qui aurait mal tourné...

[Haut du document](#)

N'avons-nous donc rien appris ?

Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, pas particulièrement connu pour ses sympathies israéliennes, répondait le 18 janvier dernier au « Gand Jury RTL-Le Figaro-LCI ».

Entre les journalistes et politiques, les plus virulents ne sont pas forcément ceux que l'on croit : en face de lui, Jean-Michel Apathie (RTL), Yves Thérard et Etienne Mougeotte (Le Figaro) et Eric Revel (LCI).

Etienne Mougeotte : « Le Hamas, pour vous, est-ce une organisation terroriste ? »

Hubert Védrine : « Qu'est ce que ça change ? [...] on peut le dire, bien sûr. C'est évident qu'il y a des organisations qui emploient des moyens terroristes [...] qui consistent à terroriser des civils innocents. Y compris l'OLP avant ! »

Etienne Mougeotte : « Il y a parfois du mal à le dire chez certains »

Hubert Védrine : « Il ne faut pas avoir de mal à le dire, la question c'est les conséquences qu'on en tire »

Etienne Mougeotte : « Le Hamas est presque exclusivement financé par l'Iran [...] tout cela ne se tient-il pas comme des choses qui s'emboîtent ? »

Hubert Védrine : « À moment ou à un autre il faudrait atténuer les capacités de l'Iran comme de la Syrie d'entraver le processus [de paix] »

Jean-Michel Apathie : « D'après vous, pourquoi les Israéliens auraient-ils bloqué le processus [de paix] ? »

Hubert Védrine : « Quasiment depuis le début de l'occupation en 67 par les armées israéliennes donc de territoires qui étaient à l'époque **Syriens, Jordaniens, Egyptiens** etc., donc **s'appellent maintenant les Territoires occupés palestiniens** *, il y a un débat ouvert en Israël, encore plus qu'en France ou aux Etats-Unis... »

* Emporté par son élan, Hubert Védrine – grand connaisseur du Proche-orient – affirme ce que nous avons rarement l'occasion d'entendre chez un politicien français : jusqu'en 1967, il n'y a pas d'identité palestinienne ! Avant la guerre des six jours, les « Palestiniens » étaient **Syriens, Jordaniens, Egyptiens** etc.

Voilà qui contredit de manière flagrante les déclarations nationalistes d'un « peuple palestinien », composé de différentes nationalités arabes, dont la revendication nationaliste n'a de base essentielle que l'opposition à l'existence d'Israël.

[Dans une deuxième partie, je rappellerai quelques éléments d'histoire, liés à la période du fin du XIX^e siècle, jusqu'aux années 1970 ndlr].

Jean-Michel Apathie : « L'opération [plomb fondu] a commencé pendant la vacance du pouvoir aux Etats-Unis [...] Ce qui est étonnant dans le commentaire que vous avez fait, c'est le cynisme que vous prêtez aux autorités israéliennes »

Hubert Védrine : « Ce n'est pas du cynisme, c'est un sens tactique élémentaire »

Etienne Mougeotte : « On a parlé de riposte disproportionnée des Israéliens aux tirs de roquettes [...] qu'est-ce que pourrait être une riposte proportionnée ? »

Hubert Védrine : « Oui, je reconnais que le terme est... C'est un peu jouer sur les mots ! »

Etienne Mougeotte : « En utilisant ce terme de 'disproportionnée', la Communauté internationale prend une position que moi je ne comprends pas »

Jean-Michel Apathie : « Peut-être le nombre de tués ? »

Etienne Mougeotte : « Alors il faudrait tenir une comptabilité ? »

Hubert Védrine : « Non c'est une espèce de langue de bois hypocrite »

Eric Revel : « À partir de quand selon vous faut-il dialoguer avec le Hamas ? »

Hubert Védrine : « Non je ne dis pas qu'il faut dialoguer, ça n'a rien d'agréable, je dis que c'est absurde de 's'interdire de'. Ça peut amener à parler à des gens dont on réproouve toutes les conceptions, les objectifs, les valeurs, on trouve ça répugnant, mais à un moment donné il faut parler parce que c'est un des moyens de rétablir la sécurité... Je ne dis pas qu'il faut se précipiter pour parler avec le Hamas. L'idéal à mon avis ce serait que un dirigeant courageux israélien, soutenu à fond par le président des Etats-Unis – et évidemment par les autres, y compris nous – enclenche un processus avec l'Autorité palestinienne, pour la remettre en selle en disant : la porte n'est pas fermée pour le Hamas à condition que ceci-cela. Qu'il y ait un jeu dans le Hamas, pour que puisse apparaître un Hamas plus politique, plus pragmatique... »

--

Dont acte. Encore faut-il définir ce que serait « un Hamas plus pragmatique ».

[Haut du document](#)

Citations palestiniennes

Abou Ihab, un homme d'affaires palestinien de 55 ans, qui contemple les ruines en quittant sa maison à Gaza, semble aller dans le sens de M. Védrine :

"A mon avis le Hamas a commis une erreur car toute guerre doit avoir des objectifs politiques et s'appuyer sur des plans militaires. Le Hamas n'a compté que sur des promesses mensongères de l'Iran et de la Syrie", ajoute-t-il. "Le Hamas s'est lancé sans calcul dans une aventure dont le résultat est cette catastrophe qui nous a frappés". [Reuters]

Réponse d'Ismaël Haniyeh, premier ministre du Hamas, qui est resté caché sous l'hôpital de Shifa pendant toute la durée de l'opération de Tsahal dans la bande de Gaza : *"C'est une grande victoire, la résistance est bonne et responsable et elle oeuvre dans l'intérêt de notre peuple"*.

Un autre Palestinien, Karim Abou Chariah, déclare en faisant la queue devant le guichet d'une banque (alimentée par les Israéliens qui ont envoyé 100 millions de Shekels le 10 décembre dernier, afin que les Gazaouis ne manquent pas de liquidités):

"La peur pour nos enfants nous a empêchés de dormir pendant la guerre. Qu'est-ce que le Hamas et toutes ces organisations nous ont apporté à part la destruction? Elle est où cette victoire dont ils parlent?" s'est-il interrogé.

Un porte-parole du Hamas, Abou Oubeida, a affirmé quant à lui : *« les tentatives d'Israël d'empêcher l'armement du Hamas, notamment en détruisant les tunnels de contrebande entre Gaza et l'Egypte, étaient vouées à l'échec. Qu'ils fassent ce qu'ils veulent. Introduire des armes pour les résistances et les fabriquer est notre mission et nous savons très bien comment acquérir des armes »*.

On le croit sur parole. Magnanime, il accordait une semaine à 'l'ennemi sioniste' pour se retirer de Gaza, *« faute de quoi nous allons poursuivre la résistance »* a-t-il martelé. Encore faut-il définir ce qu'il entend par « résistance ».

Depuis le cessez-le-feu, cette forme de « résistance » ne s'est pas interrompue : 17 missiles Grad sont tombés dès le lendemain sur Ashdod, Ashkelon et Kyriat Gad, détruisant 3 appartements, faisant plusieurs blessés parmi les civils et obligeant 400 élèves qui passaient leurs examens à rester dans les abris.

Nonobstant, les « partenaires à une solution » (Communauté internationale, quartette...) demandent à Israël « d'aller plus loin », de réactiver par exemple l'accord du 15 novembre 2005, qui autorise le transit des marchandises et des personnes depuis Gaza vers l'Egypte et Israël, un accord qui était destiné à permettre le développement de l'enclave à la suite du désengagement israélien de l'été 2005.

Cet accord avait été passé avec l'Autorité palestinienne, mais des restrictions ont été instaurées depuis, compte tenu de la prise de pouvoir par la force en juin 2007 par le Hamas et de la délicate mission consistant à faire parvenir l'aide à une population, sous le contrôle d'une direction si ouvertement hostile.

[Haut du document](#)

Blocus ? Quel blocus ?

L'aide humanitaire ne s'est toutefois jamais interrompue, même si une partie importante est confisquée par le Hamas :

Depuis la fin de l'opération 'Plomb durci', 127 000 tonnes de nourriture et de médicaments et 12 millions de litres d'essence ont été acheminés dans le territoire palestinien.

"Si le cessez-le-feu tient, et j'espère qu'il tiendra, vous verrez les points de passage s'ouvrir et laisser passer une énorme aide humanitaire", a dit le porte-parole d'Olmert, Mark Regev, à la chaîne de télévision britannique Sky News. [trois points de passage sont déjà rouverts, par lesquels arrivent une aide humanitaire accrue, nourriture, médicaments et carburant. Des hôpitaux mobiles ont été installés aux abords de Gaza pour accueillir et soigner des blessés palestiniens, en plus ceux qui sont déjà hospitalisés en Israël].

Toutefois, les restrictions (qualifiées de « moyenâgeuses » par M. Védrine) ne seront pas totalement levées tant que le soldat franco-israélien Guilad Shalit, enlevé lors d'un raid transfrontalier en 2006, ne sera pas libéré par ses ravisseurs palestiniens, qui n'ont toujours pas autorisé la Croix rouge à lui rendre visite, en violation des conventions de Genève. (vous avez dit « moyenâgeux » Hubert ?)

À défaut de vision politique, le « pragmatisme » chez ces « résistants » particuliers serait peut-être de commencer par montrer une capacité à éprouver des sentiments ... humains?

Mais ne demandons pas l'impossible : réclame-t-on à Mugabe un dialogue ouvert ? A-t-on laissé à Milosevic le bénéfice du doute ? Traite-t-on de la même manière la Somalie, la Birmanie, le Soudan, le Rwanda, la RDC ?

Or, on ne peut comprendre ce qui se passe aujourd'hui qu'à partir d'un regard sur l'Histoire. Dans la partie qui suit, je fais une synthèse des événements qui ont donné naissance à l'Etat d'Israël.

[Haut du document](#)

Retour sur l'Histoire

1914 : c'est le début de la première guerre mondiale. Les Ottomans entrent en guerre aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche, et donc contre la France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'empire tsariste.

Les Français ont des vues sur le Liban et la Syrie, où ils sont reconnus depuis le XIX^e siècle comme puissance protectrice des chrétiens.

Dès le début de 1915, les Ottomans appellent à la guerre sainte, au djihad, menaçant l'Afrique du Nord française (et une partie de l'Afrique noire) et l'Inde britannique. Français et Britanniques se trouvent ainsi en position défensive, et cherchent une nouvelle formule juridique susceptible de rétablir leur ancienne domination.

Les Britanniques visent les territoires de la future Palestine mandataire, la mer Rouge et le golfe Persique. Il s'agit entre autres pour eux de sécuriser "la route des Indes", qui passe par le

canal de Suez. En avril 1920, la conférence de San Remo leur octroie l'Irak (agrandi de Kirkouk cédé par les Français en échange d'une participation aux bénéfiques pétroliers de la région), et la Transjordanie. Le mandat britannique débute le 11 décembre 1917. Il est officialisé par la Société des Nations (SDN) en juillet 1922, il cessera le 14 mai 1948.

En pratique, la période 1919-1947 permet la création d'un proto-État juif sur le lieu des territoires israélo-palestiniens, avec son gouvernement, son parlement, son administration, sa police, son armée, sa diplomatie, sa population, son système économique, ses partis. En 1947, la décision par l'ONU de créer l'État d'Israël validera largement un état de fait pré-existant.

En effet, si nous revenons un peu en arrière, on constate que la période 1880–1918 a été décisive pour l'émergence du mouvement sioniste.

[Haut du document](#)

Sionisme : la genèse

1880 : première manifestation du mouvement sous forme d'une organisation mondiale (on dirait aujourd'hui sans frontières avec un statut d'ONG), à la suite d'incidents violents qualifiés « d'antisémites ».

La paternité du mot est attribuée à un journaliste de Hambourg, Wilhelm Marr, qui utilise cette nouvelle terminologie dès 1873. L'antisémitisme se veut une idéologie nationaliste et laïque « moderne », rejetant les Juifs non plus pour des raisons religieuses, mais parce qu'ils seraient un peuple sémite moyen-oriental inassimilable en Occident. Au-delà de cette innovation, les préjugés traditionnels chrétiens contre les Juifs sont largement repris. L'antisémitisme et l'hostilité aux Juifs se répandent largement autour des grandes concentrations juives d'Europe orientale.

En 1881, des pogroms sanglants se produisent dans l'empire tsariste contre les Juifs. Beaucoup d'entre eux en concluent qu'il n'y a pas d'avenir pour les Juifs en Europe orientale. C'est le début d'un grand mouvement d'émigration qui mènera 4 millions de Juifs d'Europe orientale à quitter cette région (entre 1880 et 1920). La plus grande partie ira en Amérique du Nord, mais d'autres iront en Europe occidentale, en Amérique du Sud, et même en Palestine.

En 1894, nouveau tournant : Théodore HERZL, journaliste hongrois, assiste à Paris à la dégradation du Capitaine Dreyfus, sous les cris de "Mort aux Juifs". Il indiquera plus tard que cette situation avait été un choc pour lui. L'Autriche était un pays où l'antisémitisme était développé. Mais la France était censée être immunisée contre l'antisémitisme. C'était le pays qui, le premier au monde, avait donné une totale égalité civique aux Juifs, en 1791. C'était aussi le pays qui avait donné la nationalité française aux Juifs indigènes d'Algérie en 1871 (décret Crémieux). Elle représentait la modernité occidentale en marche vers plus d'égalité. Herzl avait tiré comme conclusion de sa déception qu'il était illusoire pour les Juifs de chercher leur salut dans l'assimilation, et qu'ils devaient posséder leur propre État, refuge pour tous les Juifs persécutés.

En 1897, Herzl convoque à Bâle (en Suisse) le premier congrès sioniste mondial.

Le sionisme pionnier a commencé à créer un état de fait sur le terrain, et le sionisme diplomate (souvent appelé « sionisme politique ») a obtenu un succès immense en obtenant du Royaume-Uni la promesse d'un « Foyer national pour les Juifs en Palestine ».

En 1901, le cinquième congrès sioniste voit la création du Fonds national juif, chargé de l'achat de terres en Palestine mandataire et du Keren Kayemeth LeIsrael (K.K.L.), chargé de la gestion des terres achetées dans l'intérêt de l'ensemble des Juifs de Palestine.

[Haut du document](#)

La persécution des Juifs en Russie et ses conséquences

De 1903 à 1906, la Russie tsariste connaît une vague de pogroms particulièrement violents et traumatisants, ainsi que d'importants troubles politiques dus à la guerre russo-japonaise (perdue par la Russie) et à la révolution manquée qui suit (dite « Révolution russe de 1905 »). Tout comme les pogroms de 1881 avaient fait naître les « Amants de Sion » et provoqué une première aliyah, les pogroms de 1903-1906 accélèrent la naissance des partis politiques sionistes, et provoquent une grande vague d'émigration. Ce sont près d'un million de Juifs qui quittent l'empire tsariste entre 1903 et 1914. 30 000 à 40 000 iront vers la terre sainte: c'est la seconde aliyah.

En 1906, le premier lycée hébraïque est fondé à Jaffa, tout comme l'École des Arts Bezalel à Jérusalem.

En 1909, un petit bourg juif à proximité de Jaffa est fondé et deviendra la ville nouvelle de Tel-Aviv. Le kibboutz Degania Alef, la « mère des kibboutzim », est fondé la même année. On note aussi des incidents entre Juifs et Arabes en Galilée, qui aboutissent à la création de la première milice juive, le Hashomer (« la garde »). Dans la ville de Jérusalem, le rapport entre Séfarades et Ashkénazes s'inverse du fait de l'immigration sioniste, presque entièrement ashkénaze.

En février 1919, les représentants sionistes à la conférence de la paix de Paris demandent donc l'octroi d'un mandat sur la Palestine au Royaume-Uni, dont ils apparaissent comme les alliés privilégiés. Les puissances alliées se rangent à ce choix lors de la conférence de San Remo, en avril 1920.



Area Allocated for Jewish National Home
San Remo Conference, 1920

le foyer national juif dans ses premières frontières (1920)

[Haut du document](#)

Le mandat britannique en Palestine

Le mandat britannique est officialisé par la Société des Nations (SDN) en juillet 1922.

Les Britanniques proposeront aux représentants de la communauté arabe de créer également une « Agence » pour représenter leur communauté. Mais ces dirigeants refuseront, considérant qu'il y aurait eu là une reconnaissance du mandat pro-sioniste de la SDN et de sa validité.

Ce refus a sans doute limité les possibilités d'action des nationalistes arabes en Palestine (le nationalisme palestinien spécifique est encore embryonnaire). Mais il aura aussi pour conséquence d'inquiéter la direction britannique.

Sans contester directement la présence britannique, les dirigeants arabes de Palestine (notamment les radicaux regroupés autour du mufti, Haj Amin al Husseini) contestent vigoureusement les termes du mandat, qui prévoient le renforcement indéfini de la présence sioniste en Palestine. Cette attitude est soutenue par les nationalistes arabes du Moyen-Orient. Dès les premières émeutes de 1920, les Britanniques se rendent compte que leur politique pro-sioniste risque de porter atteinte à leurs intérêts moyen-orientaux. En 1922, un premier « livre blanc » britannique (sous la direction de Winston Churchill, alors secrétaire aux colonies) propose de limiter l'immigration juive. Il y en aura d'autres au fur et à mesure du durcissement de l'opposition arabe.

L'opposition grandissante des Arabes amène progressivement les Britanniques à revoir le territoire du « Foyer National Juif ». Celui-ci devait au début comprendre les territoires de ce que l'on appelle aujourd'hui: Israël (sans le Golan), la bande de Gaza, la Cisjordanie et la Jordanie.

En 1922, il est décidé de détacher le territoire qui formera l'actuelle Jordanie (à l'époque « Émirat de Transjordanie ». C'est à la fois une décision destinée à rassurer les nationalistes arabes, et un geste en faveur de la famille des Hachémites (dont un des fils, Abdallah, reçoit l'émirat).



le foyer national juif dans ses frontières après 1922

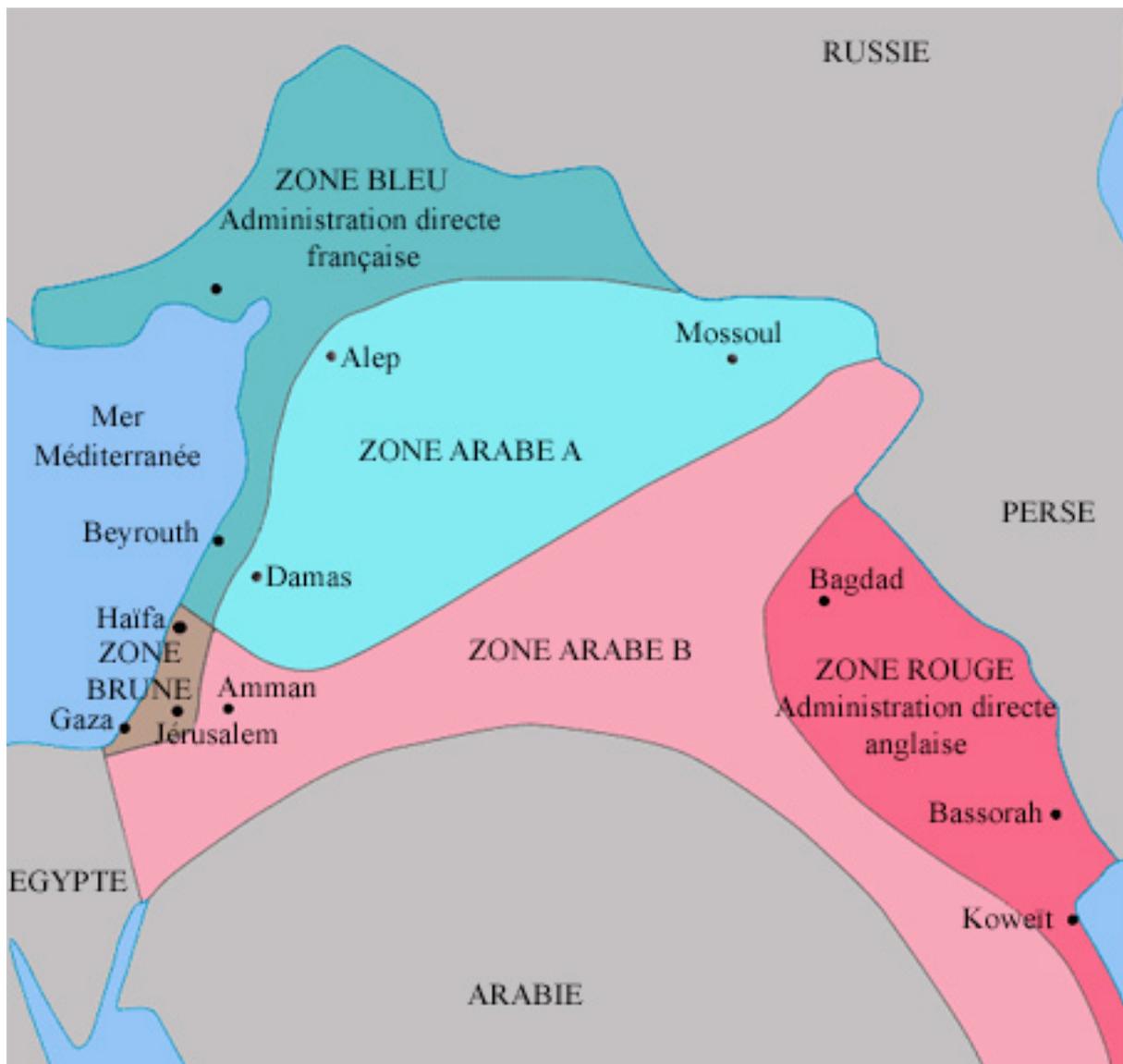
Bien que réticente, l'Organisation sioniste mondiale accepte ce détachement. Ces bédouins, commandés par les fils de Hussein, les princes de la dynastie hachémite, accepteront naturellement une tutelle britannique « bienveillante ». Londres leur promet bien une « Arabie » indépendante, mais par rapport aux Ottomans.

De leur côté, les Français veulent étendre leur « France du Levant » à l'intérieur des terres et construire ainsi une « grande Syrie » francophone, francophile et sous leur tutelle.

[Haut du document](#)

L'accord de Sykes-Picot

Conclu en mai 1916, il faisait suite à un échange de lettres entre l'ambassadeur de France à Londres, Paul Cambon, et le secrétaire au Foreign Office, Edward Grey : les Français administreront directement une zone allant du littoral syrien jusqu'à l'Anatolie ; la Palestine sera internationalisée (condominium franco-britannique de fait) ; la province irakienne de Basra et une enclave palestinienne autour de Haïfa seront placées sous administration directe des Britanniques ; les Etats arabes indépendants confiés aux Hachémites seront partagés en deux zones d'influence et de tutelle, l'une au nord confiée aux Français, l'autre au sud aux Britanniques. La ligne dite Sykes-Picot, qui divise le Proche-Orient, doit aussi permettre la construction d'un chemin de fer britannique de Bagdad à Haïfa. Russes et Italiens donnent leur approbation à cet accord, dont les Hachémites ne sont informés qu'en termes voilés et confus.



Sykes utilise dans ce sens le mouvement sioniste, ce qui conduira à la déclaration Balfour du 2 novembre 1917 annonçant l'établissement « en Palestine » d'un Foyer national juif. La stratégie britannique va reposer sur l'occupation du terrain avec l'encouragement donné à la révolte arabe de s'étendre à la Syrie, sous domination française.

En 1918, la question pétrolière devient dominante. Selon l'accord, la France devrait contrôler la région de Mossoul, où se trouvent d'importantes réserves potentielles, mais les Britanniques, eux, ont les droits de concession. Georges Clemenceau veut bien satisfaire le groupe de pression colonial, mais en se limitant à une « Syrie utile » ne comprenant pas la Terre sainte, mais permettant un accès aux ressources pétrolières. Une trop grande extension territoriale impliquerait de lourdes charges d'administration sans commune mesure avec les revenus que l'on pourrait en tirer. C'est l'abandon de la revendication de la « Syrie intégrale » (on dirait actuellement « Grande Syrie »). Au lendemain de l'armistice, il traite directement et sans témoin avec Lloyd George du partage du Proche-Orient.

Lloyd George manoeuvre habilement en proposant la création de « mandats » de la SDN, qui seraient confiés de façon temporaire à une puissance « civilisée » chargée de les amener à l'indépendance. Il y introduit discrètement les provinces arabes de l'Empire ottoman (Mandats dits A). Wilson accepte (janvier 1919).

[Haut du document](#)

Un face-à-face franco-britannique

Les principaux intéressés ne sont pas informés et seront appelés à comparaître devant le Conseil suprême allié (dit Conseil des dix). Nationalistes arabes, pro-français (syrianistes) et sionistes (les Anglais ont intercepté une délégation libanaise pour lui interdire de venir en France) parleront ainsi, en février 1919, sans connaître réellement la règle du jeu. Lloyd George laisse ses représentants engager une épreuve de force avec les Français. La question est de savoir s'il y aurait un mandat unique sur l'ensemble du Proche-Orient (et dans ce cas certainement confié aux Britanniques) ou s'il y aurait deux mandats, l'un français, l'autre britannique. Les Français tiennent bon.

Wilson, exaspéré, fait alors décider la création d'une commission chargée de consulter les populations sur le choix de la puissance mandataire. Brusquement, les Britanniques se rendent compte que les Arabes de Palestine et d'Irak pourraient ne pas demander leur tutelle. De leur côté, les Français craignent que les Syriens leur soient hostiles et qu'ils se trouvent contraints d'accepter la revendication d'un Etat libanais à majorité chrétienne.

Les deux puissances européennes se retirent de la commission, qui sera dirigée exclusivement par des Américains.

Cette dernière, après avoir entendu les Arabes palestiniens rejeter le sionisme, les Libanais chrétiens accepter la France et les Arabes syriens exiger l'indépendance, conclut au choix d'un mandataire... américain (28 août 1919) ! Mais il est trop tard : le Sénat américain rejette le traité de Versailles, et les Américains se retirent de toutes les conférences interalliées.

Français et Britanniques se retrouvent ainsi face à face. Le rapport de forces sur le terrain s'est infléchi en faveur des premiers, qui disposent de moyens militaires accrus alors que Londres

démobilise. La division en mandats est entérinée. De la conférence de Deauville (septembre 1919) à celle de San Remo (avril 1920), on se contente d'ajuster la ligne Sykes-Picot.

Carte : des accords de Sykes-Picot... au Proche-Orient contemporain

http://www.monde-diplomatique.fr/IMG/pdf/sykes_picot_fr.pdf

Dès 1937, la commission Peel britannique étudie un projet de partage de la Palestine, qui attribue aux Arabes la majorité du territoire (85%), mais qui créerait un État juif en Galilée et sur la bande côtière (15% de la Palestine). De part et d'autre, de grosses réserves surgissent. Le manque d'enthousiasme de tous fera finalement échouer le projet (novembre 1938). Mais le gouvernement britannique continue à chercher une solution. Jusqu'en 1939, le Royaume-Uni continuera à autoriser une large immigration juive.

À partir de 1939, les Britanniques réduisent fortement le nombre de visas accordés aux Juifs voulant se rendre en Palestine, alors même que la pression sur les Juifs d'Europe devient intenable avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, et surtout avec le début du génocide des Juifs en 1941-1942.

En mai 1939, le gouvernement britannique publie un nouveau « livre blanc », qui est un choc pour le mouvement sioniste et qui peut lui faire craindre le succès politique de la Grande Révolte arabe, alors même que son échec sur le terrain est consommé.

Le « livre blanc » prévoit un sévère coup de frein à l'immigration juive et, sous 10 ans, une autodétermination de la Palestine dans son ensemble, ce qui amènera forcément les Juifs à être minoritaires un État arabe. Il s'agit d'un revirement en profondeur de la politique menée depuis 1917 consistant à appuyer le mouvement sioniste pour contrôler cette partie du Moyen-Orient. Manifestement, le gouvernement britannique est arrivé à la conclusion que cette politique crée plus de problèmes qu'elle n'en résout, et il se rapproche ainsi des nationalistes arabes.

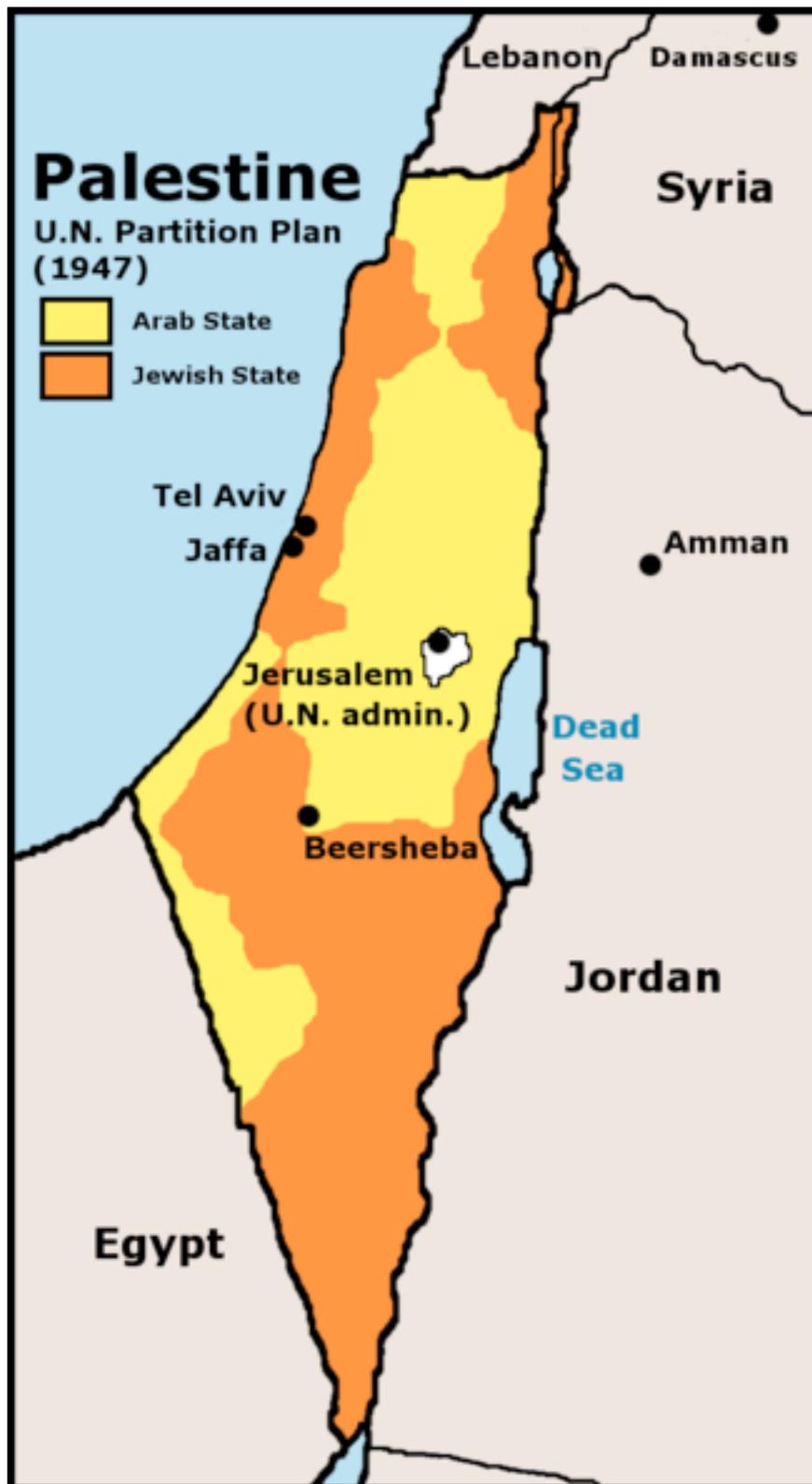
La Grande Révolte arabe parvient ainsi à provoquer la rupture entre le sionisme et le pouvoir britannique. Les relations resteront dès lors tendues jusqu'à l'indépendance d'Israël, qui sera obtenue par une politique de confrontation avec l'empire britannique, et non plus par une politique de coopération.

Cette révolte avait pourtant décapité le mouvement nationaliste arabe en Palestine, et contraint le Mufti à l'exil. Privé de sa base palestinienne, dans sa quête d'alliés le mufti Haj Amin al Husseini signe une alliance avec Hitler en 1941, et plaide pour résoudre le problème des Juifs au Moyen-Orient « *selon les méthodes nazies* ».

Réfugié en Allemagne nazie, il va lancer des appels (sans grand succès) aux musulmans du Moyen-Orient pour que ceux-ci se rallient à l'Allemagne contre l'occupant britannique.

Mais la majorité de la population arabe palestinienne est sous le choc de la répression, et le « Livre Blanc » de 1939 la satisfait. Elle ne bouge pas.

Puis, en 1947, L'ONU décide de revenir au projet de la commission Peel de 1937 en partageant la Palestine. Les Juifs se voient attribuer 55% du territoire (plus que dans le projet Peel). Jérusalem devient une zone internationale. Les Arabes se voient attribuer le solde (un peu plus de 40% du territoire).



Le plan de partage de l'ONU

[Haut du document](#)

L'exclusion des Arabes de Palestine par leur refus de la partition

Les Arabes ont globalement refusé le partage (il y a des exceptions, en particulier chez les communistes). Les Juifs l'ont globalement accepté (sauf l'Irgoun et le Stern – ceux-ci continuaient à revendiquer la Transjordanie).

Le plan est voté en novembre 1947 grâce à la conjonction entre un soutien attendu des occidentaux et le soutien plus surprenant de l'Union soviétique. Staline a toujours montré une grande hostilité au sionisme, voire aux Juifs. Mais il estime que ce projet chassera les Britanniques hors de Palestine. De plus, il existe des factions pro-soviétiques au sein de la gauche sioniste qui est à l'époque dominante.

Après le partage, une période de 6 mois s'étend jusqu'au retrait britannique, en mai 1948.

Pendant cette période, les Britanniques sont censés maintenir l'ordre, mais ils se cantonnent en fait dans une neutralité passive.

Dès le vote du partage par l'ONU (30 novembre 1947), des incidents se produisent, qui se transforment vite en guerre civile.

Le 15 mai 1948, Israël proclame son indépendance pendant que les derniers Britanniques quittent le pays.

Dès le lendemain, les armées arabes composées de la communauté arabe palestinienne, la Transjordanie, l'Irak, l'Égypte, la Syrie, l'armée de volontaires de la Ligue arabe déferlent sur l'Etat juif à peine né.

Les armées arabes sont vaincues, au prix de lourdes pertes côté israélien : 1% de la population est réputé avoir péri pendant cette guerre. Un armistice est signé avec la Syrie en avril 1949, à défaut de l'Irak et du Haut Comité arabe.

À l'issue de la guerre, achevée en mars 1949, les frontières du territoire israélien sont redéfinies par rapport au plan de partage: 77% du territoire de la Palestine mandataire (21 000 km²) contre 55% prévus par le plan de partage. L'ONU ne condamne ni n'approuve cette modification née de la guerre. En pratique, les grandes puissances l'acceptent.



Frontières d'Israël après l'indépendance en 1948

[Haut du document](#)

Les grandes vagues d'immigration

Comme toujours dans l'histoire du sionisme, ces vagues sont liées à des graves problèmes dans les pays d'origine.

De 1948 à 1967, il va y avoir deux grandes vagues d'immigrations. Elles sont essentiellement composées des survivants de la Shoah et des populations juives expulsées des pays arabes.

De 1948 à 1952, près de 700 000 Juifs débarquent. La population de l'État double. Il y a 2 origines à cette immigration :

- Environ la moitié est composée de survivants du génocide juif en Europe. Ils sont presque tous ashkénazes (il existe des séfarades dans les Balkans et en Europe occidentale, cependant).
- Une autre moitié vient des pays arabes : surtout l'Irak, le Yémen, la Syrie, le Liban et l'Égypte. Ils ne viennent pas vraiment par sionisme au sens politique du terme : les organisations sionistes y existent, mais leur influence est souvent limitée. Ils viennent surtout parce que la situation avec les populations et les gouvernements locaux s'est très fortement dégradée suite à la guerre israélo-arabe de 1947-1949. Il y a des émeutes anti-juives, ou au moins un fort sentiment d'hostilité dans beaucoup de pays arabes.

On trouve aussi la petite communauté des Juifs de Cochin, en Inde.

L'intégration de ces énormes masses est un problème sioniste important : Israël va traverser une période économiquement très difficile lors de cette première vague d'arrivants, et les conditions de vie de ceux-ci sont dures.

Une seconde vague de 500 000 personnes arrive entre 1956 et 1966. Elle est constituée d'une minorité d'occidentaux quittant l'Europe de l'Est communiste, et d'une majorité de Juifs orientaux. Ceux-ci fuient une nouvelle vague anti-juive liée à la guerre israélo-arabe de 1956. Le conflit éclata entre l'Égypte et une alliance secrète, le protocole de Sèvres, formée par l'État d'Israël, la France et le Royaume-Uni, suite à la nationalisation unilatérale du canal de Suez par l'Égypte.

Cette alliance entre deux États européens et Israël répondait à des intérêts communs : les nations européennes avaient des intérêts politiques, économiques et commerciaux dans le canal de Suez, et Israël avait besoin de l'ouverture du canal pour assurer son transport maritime (ce dernier justifiait toutefois son intervention militaire contre l'Égypte comme étant une réponse aux attaques fedayins qu'il subissait de plus en plus régulièrement sur son territoire).

Au moment où l'armée israélienne s'empare de la presqu'île du Sinaï et atteint le canal de Suez, une mise en garde très ferme de l'Union soviétique stoppe l'offensive ; Israël doit se replier sur ses frontières de 1949.

L'URSS bluffe alors en menaçant la France, le Royaume-Uni et Israël d'une riposte nucléaire.

L'OTAN rappelle à l'URSS qu'il ripostera en ce cas. Les États-Unis, passifs jusque-là, exigent le retrait des forces occidentales pour désamorcer la crise, font monter la pression contre le gouvernement britannique en lançant une attaque monétaire contre la livre sterling et envoient leurs forces navales et aériennes interférer dans le dispositif franco-britannique.

L'Assemblée générale des Nations unies, réunie en session extraordinaire d'urgence du 2 au 10 novembre 1956, adopte des résolutions 4 prévoyant l'intervention de la FUNU (Force d'Urgence des Nations unies) dont le but est de remplacer les forces franco-britanniques à partir du 15 novembre 1956 afin de restaurer la paix ; ce fut la première opération multilatérale des Nations unies, qualifiée de "première génération". Dès lors, les "Casques Bleus" étaient nés.

Le ministre canadien des Affaires extérieures de l'époque, Lester B. Pearson, reçoit le prix Nobel de la paix en 1957 pour le rôle qu'il a joué dans « l'apaisement de la Crise de Suez » ainsi que pour son initiative de déployer une force onusienne neutre entre les parties belligérantes.

Après la guerre, la communauté juive d'Égypte (soit environ 75 000 personnes) présente depuis plus de 2 000 ans doit quitter ce pays.

En effet, le 23 novembre 1956, une proclamation du ministère des affaires religieuses lue dans toutes les mosquées affirme : « Tous les Juifs sont des sionistes et des ennemis de l'État » et promet leur expulsion prochaine.

Des milliers de Juifs se voient forcés à quitter le pays avec une seule valise après avoir « fait don » de leurs biens au gouvernement égyptien. Ces Juifs vont se réfugier en Israël (35 000) ou en France (10 000) car une grande partie sont francophones ou au Brésil (15 000) ou aux États-Unis (9 000) ou en Argentine (9 000).

En tout, 250 000 Juifs nord-africains (environ la moitié des Juifs de cette région) arrivent aussi du Maghreb français après l'indépendance de la Tunisie, du Maroc et de l'Algérie. Les Juifs les plus francisés (généralement les plus éduqués) sont venus en France. Les Juifs les moins francisés (généralement plus pauvres et moins éduqués) ont fait le choix d'Israël. Parmi eux, les Marocains sont particulièrement nombreux.

[Haut du document](#)

Le retour des Arabes palestiniens sur la scène politique

Les Arabes palestiniens ne reviendront sur le devant de la scène politique que dans les années 1960 avec Ahmed Choukeiry, l'un des membres de la délégation syrienne à l'ONU de 1949 à 1951.

Il devient secrétaire général auxiliaire pour la Ligue arabe de 1950-1956. En 1955, il est vice-président de la délégation syrienne à la conférence de Bandoeng, en Indonésie.

Cette conférence marquera l'entrée sur la scène internationale des pays du Tiers monde. La conférence a condamné la colonisation et l'impérialisme en général, et en particulier l'apartheid en Afrique du Sud, et la France, première puissance coloniale en Afrique.

Les pays signataires appellent les pays encore colonisés à lutter pour leur indépendance en privilégiant la solution pacifique et la recherche de la négociation. Ils rappellent également leur volonté de ne pas appartenir à l'un ou l'autre des deux blocs en pleine guerre froide opposant les États-Unis et le bloc soviétique. Cette conférence contribue à l'accélération du processus de décolonisation.

Dans la continuité, la conférence de Belgrade qui réunira certains de ces pays en 1961, posera les bases du mouvement des non-alignés.

En 1957, Choukeiry demande la nationalité saoudienne et devient ambassadeur saoudien à l'ONU de 1957 à 1962 . Il est remercié par les Saoudiens cinq ans après en prenant position en faveur de l'Égypte contre l'Arabie saoudite sur la question du Yémen .

En récompense, Nasser le nomme représentant de la Palestine à la Ligue arabe puis l'impose en tant que premier président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de 1964-1967.

Son programme se limitait alors, selon son expression, à « jeter les Juifs à la mer ».

Sous sa direction, l'OLP rejoint le Fatah en 1967. Yahya Hammouda puis Yasser Arafat deux ans plus tard lui succéderont au poste de président.

L'OLP est alors composée de plusieurs organisations palestiniennes, dont le Fatah, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP).

Depuis la fin de la guerre des 6 jours en juin 1967 et la prise de la Cisjordanie, les combattants vaincus d'Arafat, les fedayin, ainsi que des milliers de réfugiés, se sont installés en Jordanie. Arafat utilise alors son pays d'accueil comme une base arrière.

Yasser Arafat appelle au renversement de la monarchie des Hachémites en Jordanie. Il estime que 75% des Jordaniens sont des Palestiniens à un degré ou à un autre.

Dans le même temps, le roi Hussein cherche un compromis avec Israël. Il adhère au plan Rodgers qui suppose la fin d'opérations militaires contre l'état hébreu. Mais le Fatah et le FPLP de Georges Habbache estiment qu'Hussein trahit la cause palestinienne.

Le 1er septembre, le roi Hussein échappe à un attentat.

Habbache (FPLP) déclare « Tout ce que nous voulions, c'était combattre Israël et rien d'autre. Mais le régime jordanien considérait que notre seule présence dans le pays représentait pour lui un danger (...) Pour nous, le roi Hussein était un dirigeant réactionnaire, chef d'un état réactionnaire et donc un obstacle. Et pour réussir notre révolution, nous devons supprimer cet obstacle. »

[Haut du document](#)

Le premier attentat palestinien d'envergure internationale

le 6 septembre, le FPLP de Habbache détourne simultanément 4 avions en partance pour New York.

Le vol TWA 741 de Frankfurt/Main, le Swissair 100 de Zürich, le EL-AL 219 d'Amsterdam et le PanAm 93 de Bruxelles.

Le détournement du vol EL-AL échoua, le pirate nicaraguayen Patrick Arguelo fut abattu par la sécurité et sa complice, Leila Khaled, fut neutralisée et livrée aux autorités anglaises à Londres, où l'avion atterrit.

Un autre avion, le BOAC 775 de Bahreïn, fut détourné le 9 septembre et rejoint les trois autres sur le terrain de Dawson Field à Zarqua, ancienne base de la Royal Air Force en Jordanie, afin de faire pression sur les autorités britanniques pour libérer Khaled.

Le 11 septembre (déjà... !), le FPLP fit un tri entre les passagers juifs – qu'ils gardèrent prisonniers – et les autres qui furent libérés et envoyés à Amman.

Le 12 septembre, les Palestiniens firent sauter les 4 avions vides, craignant une attaque pour libérer les otages, qui furent emmenés dans un endroit secret.

C'est le premier d'une longue série d'attentats sanglants contre des civils, commis au nom de la « cause palestinienne ».

Le 16 septembre, le roi Hussein de Jordanie qui a très mal pris le déroulement de ces détournements à Zarqua, décrète la loi martiale, déploie ses forces autour des camps palestiniens en Jordanie.

Le 17 septembre, les bédouins d'Hussein attaquent les Fedayin. La 1^{re} division blindée de l'armée jordanienne, dirigée par un cousin du roi, Chérif Zeid Ben Chaker, bombarde les camps de réfugiés et les permanences des organisations palestiniennes. Le nombre de victimes exact n'est pas connu : la plupart des bilans font état de 3 500 morts et 10 000 blessés.

Le 27 septembre, le président égyptien Nasser parvient à faire cesser les hostilités. Au bout de 10 jours, les camps sont rasés.

Cette période, connue sous le nom de « septembre noir », déboucha sur des négociations, à l'issue desquelles les otages du FPLP furent échangés contre trois Palestiniens détenus en Suisse et Leila Khaled.

Cette dernière fait aujourd'hui partie du Conseil national palestinien.

Arafat ne devra son salut qu'en se réfugiant au Liban en se déguisant et aidé par le président soudanais Noumeiry. Il s'y installe avec ses fedayins palestiniens sous l'égide de Nasser, qui impose un accord au commandant en chef de l'armée libanaise. L'extraterritorialité des camps des fedayins est reconnue. Cet accord est tenu secret, car il est contraire au plein exercice de la souveraineté libanaise. Il consacre le droit des fedayins à mener, à partir du territoire libanais, des opérations militaires et des attaques dans le cadre de leur lutte nationale armée et tout en respectant, ajoute le texte, la souveraineté de l'État libanais. Cette véritable entorse à la souveraineté va transformer le pays du Cèdre en marionnette et va permettre aux Palestiniens de s'y organiser militairement, et de créer un véritable État dans l'État.

Cela déstabilise le Liban – jadis décrit comme une « Suisse du Moyen-orient » – et l'entraîne dans une guerre civile qui va le déchirer pendant 17 ans.

En réponse aux raids des fedayins à partir du Liban, l'armée israélienne lance alors de nombreuses opérations dans le Sud-Liban et jusqu'à Beyrouth. La population libanaise subit ces affrontements, mais l'armée régulière libanaise n'ose pas se mesurer à la violence des Palestiniens.

L'OLP va en profiter, tout comme de l'environnement démocratique existant au Liban, ainsi que de la nature multiconfessionnelle fragile du pays, pour donner au conflit un habillage inter-libanais en rendant impossible la maîtrise de la présence palestinienne au Liban.

C'est l'époque des embuscades, de la guérilla urbaine, des francs-tireurs non identifiés sont bientôt suivis par l'entrée en lice de canons et de lance-roquettes. Les camps de réfugiés qui encerclent la ville sont la cible privilégiée des phalanges chrétiennes; les Palestiniens répliquent en attaquant la ville de Damour (janvier 1976), et massacrent la quasi-totalité de ses habitants chrétiens. Les pillages, les destructions touchent même les grandes banques de la capitale. Beyrouth est vite divisée le long de la fameuse « ligne verte ».

En 1976, la Syrie impose un cessez-le-feu car elle n'avait jamais accepté que le Liban soit un pays et propose un rééquilibrage du partage des pouvoirs entre communautés.

Le président Hafez el-Assad ordonne l'entrée de troupes et de blindés au Liban, sous prétexte de « *préserver le statu quo et mettre en échec les ambitions des palestino-progressistes* ».

Le président libanais et le chef de l'OLP sont convoqués à Riyad cette même année. L'Arabie saoudite et l'Égypte leur demandent de reconnaître la légitimité de la présence des troupes syriennes au Liban, et l'officialisent par la mise en place de la Force arabe de dissuasion (FAD). Cette présence militaire souffle sur les braises et enferme les Libanais dans des luttes internes.

S'en suit une période de « ni guerre ni paix » entre 1977 et 1981. D'abord sporadiques, les attaques des villes du Nord d'Israël organisées par l'OLP se muent en affrontements avec Israël, qui se concluent par l'opération « paix en Galilée », en juin 1982.

Les troupes de Tsahal entrent au Liban, avançant jusqu'à Beyrouth. Le gouvernement de droite israélien était décidé à en finir avec l'OLP et ses pratiques qui, selon les généraux israéliens, ravivaient le nationalisme palestinien au détriment de toute négociation avec Israël.

Tsahal traverse les lignes tenues par la FINUL, force d'interposition placée par l'ONU, franchit la ligne des 40 km nord initialement annoncée comme objectif par le ministre de la Défense Ariel Sharon et atteint la capitale, où l'armée israélienne fait sa jonction avec les Forces libanaises de Béchir Gemayel. Les troupes syriennes s'effondrent avec de lourdes pertes.

Environ une semaine après le début de leur invasion, les Israéliens commencent le siège de Beyrouth Ouest (où habitent 200 000 civils) où l'OLP trouvait refuge au milieu de la population civile. Le sud de la ville, où les fedayins palestiniens avaient trouvé refuge fut exposé à des bombardements quasi-constants.

[Haut du document](#)

De Beyrouth à Tunis

Le 21 août, suivant un accord américain, l'OLP quitta Beyrouth pour Tunis avec Yasser Arafat sur des navires de la Marine nationale française sous surveillance internationale.

Beaucoup interprétèrent cette évacuation comme la victoire maronite de la guerre. Le leader des phalangistes Béchir Gemayel, considéré comme l'homme fort du Liban, fut élu président.

Il est tué trois semaines plus tard avec 60 de ses partisans par une énorme charge placée dans le quartier général phalangiste.

L'ombre du Parti Social Nationaliste Syrien plane sur cet attentat. Militant fervent contre Israël et ses alliés au Liban, notamment Béchir Gemayel et les phalangistes, il a toujours nié en avoir été le commanditaire.

Après l'évacuation de Beyrouth des chefs de l'OLP, plusieurs centaines de milliers de civils palestiniens restés sur place se trouvèrent brutalement privés de protection et d'encadrement.

Les milices libanaises phalangistes veulent entrer dans les camps pour les "nettoyer" des combattants palestiniens. Une section des phalangistes dirigée par Elie Hobeika négocie avec les Israéliens un soutien logistique pour contrôler le périmètre des camps de réfugiés et propose d'y entrer, afin de trouver les combattants et de les livrer aux Israéliens.

C'est sur cette base que le 16 septembre, les Israéliens laissent les phalangistes pénétrer dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila situés à la sortie de Beyrouth pour aller chercher les « terroristes ».

Mais rien ne se déroule comme prévu et la capture initiale de combattants se transforme en massacres violents à l'arme blanche, au cours desquels plusieurs centaines de civils périrent (entre 800 et 2000 personnes selon les sources), parmi lesquels des femmes et des enfants.

Quelques heures après l'entrée des phalangistes dans les camps, le chef des services de renseignements de Tsahal recevait une information parlant d'un massacre en cours. Aucune confirmation ne put être obtenue. Israël affirme que tout cela semblait trop confus pour justifier d'une intervention.

Tsahal tente toutefois de persuader l'armée libanaise d'entrer dans les camps palestiniens. Le commandant de la région nord de Tsahal rencontre le commandant en chef de l'armée régulière libanaise. Il l'adjure de parler en ce sens au premier ministre du Liban. La réponse sera négative.

Une enquête officielle faite par une commission israélienne dirigée par Itzhak Kahane, le chef de la Cour suprême, dont la conclusion a été rendue publique en février 1983, conclut à la responsabilité des phalangistes et à la responsabilité indirecte d'Ariel Sharon, qui présente sa démission le 11 février 1983.

Elie Hobeika n'a jamais été inquiété. Après une longue traversée du désert qui le mènera à Paris, à Damas, et dans la Bekaa libanaise, Hobeika recueillera enfin les fruits de ses engagements politiques avec l'accord de Taëf qui met fin à la guerre civile libanaise en 1990. Il est nommé ministre avant d'être élu député pour deux mandats consécutifs. Devenu très proche de la Syrie, il coule des jours tranquilles au Liban jusqu'à son assassinat, le 24 janvier 2002 dans l'explosion d'une voiture piégée.

L'opposition syrienne au Liban, les Israéliens mais aussi les Palestiniens sont tour à tour accusés de son assassinat pour son rôle dans les massacres de Sabra et Chatila.

À ce jour, le mystère de sa mort demeure.

[Haut du document](#)

La renaissance chiite

Les forces internationales étaient arrivées à Beyrouth en 1982, pour tenter de mettre fin au chaos régnant. Les Américains étant considérés comme des alliés d'Israël, un attentat meurtrier fut perpétré en avril 1983 contre l'ambassade américaine et tua 63 personnes en laissant 100 blessés.

Le 23 octobre suivant, deux attentats suicides simultanés revendiqués par le Jihad islamique causèrent la mort de 256 *marines* et 58 militaires français (attaque du poste Drakkar).

La force multinationale se retira du Liban en février 1984.

Bien que ses chefs rejettent toute responsabilité dans ces attentats, une petite organisation chiite connue sous le nom de Hezbollah ou « parti de Dieu » a largement contribué à l'organisation de ces attaques.

Les chiites, évincés de la lutte sunnito-maronite pour le pouvoir et ignorés par le gouvernement avaient toujours été les pauvres du Liban.

Peuplant principalement les villages du sud et de la Bekaa, ils avaient subi les attaques dans les raids israéliens contre les Palestiniens et, fuyant les zones de combats, ils se replièrent dans la banlieue de Beyrouth.

Les gardes de la révolution iranienne, présents au Liban depuis l'instauration de la République islamique en Iran, commencèrent à prêcher et à entraîner les plus démunis. Le terrain était fertile pour un message rejetant l'impérialisme occidental, et sa volonté de lutter pour sa cause transforma le Hezbollah en une véritable force qui, gagnant en popularité dans l'ensemble des communautés du Liban, commença à utiliser une des tactiques les plus redoutables des milices libanaises, le harcèlement, les enlèvements, et finit par provoquer l'évacuation du Sud-Liban.

Le pouvoir est désormais aux mains des milices, qui se livrent une guerre sans merci.

Septembre 1988 : le mandat présidentiel d'Amine Gemayel se termine, et le vote des députés pour un nouveau président libanais est empêché par les milices. Gemayel demande alors à son chef d'état major, Michel Aoun de présider un gouvernement militaire intérimaire. La position anti-syrienne d'Aoun est connue à Damas, et les Syriens s'opposent à sa nomination. Trois officiers musulmans nommés par Gemayel en même temps que trois autres chrétiens pour servir sous les ordres de Aoun, refusent de rejoindre leurs postes, formant leur propre gouvernement dans Beyrouth-ouest.

Aoun, décidé à chasser les Syriens du Liban, lance une "guerre d'indépendance nationale" contre la Syrie, dont les affrontements s'étendent en 1989.

La France, qui observait, commence à ce moment à fournir de l'aide humanitaire aux deux partis ; mais étant donnée son amitié traditionnelle avec les maronites, ce geste paraît suspect aux yeux des musulmans.

L'accord Taïf (1989)

Une tentative de restaurer la paix eut finalement lieu à l'automne 1989. Les efforts politiques d'un comité composé du roi Hussein de Jordanie, du roi Fahd d'Arabie saoudite, et du président Chadli Ben Jedid d'Algérie ont abouti à un cessez-le-feu exhaustif et à une rencontre parlementaire pour discuter d'une « *réconciliation nationale* ».

L'assemblée nationale se rencontra à Taïf en Arabie saoudite. Quelques amendements pour rétablir l'équilibre du partage du pouvoir furent ratifiés le 5 novembre 1989.

René Moawad fut élu président, mais fut assassiné seulement 17 jours plus tard.

Pour éviter de nouveaux affrontements, le parlement élit immédiatement Elias Hraoui, résolument pro-syrien, pour le remplacer.

Le Liban sous la surveillance de la Syrie (1990-2005)

Devant l'opposition d'Aoun les affrontements éclatèrent encore, cette fois entre Aoun et les milices chrétiennes qui désapprouvaient sa position -- une véritable lutte fratricide.

En reconnaissance de son soutien durant la guerre du Golfe, l'Amérique autorisa la Syrie à intervenir auprès de l'armée libanaise pour se débarrasser du général Aoun.

Le 13 octobre 1990, il se réfugie à l'ambassade de France où il passe neuf mois, puis s'exile en France jusqu'en 2005.

À la demande de la Syrie, Émile Lahoud succède à Elias Hraoui en 2004, prolongeant lui aussi son mandat de trois ans.

L'ascension de Rafiq Hariri

Entre 1992 et 2004, un homme est nommé à la tête de cinq gouvernements : Rafiq Hariri est premier ministre du 31 octobre 1992 au 2 décembre 1998, puis du 23 octobre 2000 au 21 octobre 2004.

À ce poste, il met son carnet d'adresses au service de son pays tout en continuant à bâtir sa fortune, évoluant dans un contexte politico-financier trouble.

Il entretient alors des relations étroites avec le président français Jacques Chirac et participe au financement de sa campagne pour l'élection présidentielle française de 2002.

À la tête d'une immense fortune, estimée à 10 milliards de dollars, il est présent dans des domaines aussi variés que la banque, l'immobilier, l'industrie, les médias. Il avait au Liban sa propre chaîne de télévision, Future TV, et son quotidien, *Al-Mustaqbal*. Il possède aussi Radio Orient, installée à Paris.

Opposant à l'influence du gouvernement syrien sur son pays, après des années d'alliance objective avec la Syrie, il démissionne de son poste de Premier ministre, en octobre 2004, à cause de tensions avec le président Émile Lahoud. Il signifie son intention d'unifier les parlementaires d'opposition, dont il est l'un des ténors, en vue des élections législatives devant se tenir l'année suivante.

Le 14 février 2005, malgré le blindage de son véhicule, un attentat-suicide commis par camionnette contenant une seule charge explosive de 1 800 kg, composée d'un mélange de RDX, PETN et TNT le tue en même temps qu'une vingtaine de personnes et blesse une centaine de passants sur la route du bord de mer de Beyrouth.

Les services de renseignements syriens sont immédiatement montrés du doigt par l'opposition et une partie de la population. Selon certains témoignages (du chef druze Walid Joublatt et de la journaliste irlandaise Lara Marlow avec qui Hariri s'est entretenu peu avant l'attentat), il aurait reçu des menaces de la part de la Syrie. En décembre 2005, l'ancien vice-président syrien Abdel Halim Khaddam confirme ces accusations.

Hariri était personnellement proche de la famille royale saoudienne. Il bénéficiait à ce titre de la double nationalité libano-saoudienne. Il avait fait profiter de ses largesses de nombreuses associations et fondations qui aidaient les Libanais. C'est à partir de ses dons qu'il avait su se bâtir un électorat fidèle qui, à sa mort, proteste vigoureusement contre ses adversaires politiques.

Son assassinat est aussi ressenti au-delà des traditionnelles barrières communautaires et religieuses. Il marque le début de ce que certains appellent la Révolution du cèdre, qui fait descendre une grande partie de la population libanaise dans les rues de Beyrouth à l'occasion de la manifestation du 14 mars 2005. Elle conduit au départ de la totalité des troupes syriennes fin avril 2005.

En avril 2005, son deuxième fils Saad décide de se lancer dans la carrière politique et y rejoint sa tante Bahia Hariri. En mai de la même année, le général Aoun rentre au Liban après son exil de 15 ans.

[Haut du document](#)

Enquête sur l'attentat

Le 1er septembre 2005, sur la proposition du procureur allemand Detlev Mehlis, agissant dans le cadre d'une enquête internationale mandatée par l'Organisation des Nations unies (ONU) à la demande de la France, le procureur général de la république libanaise Saïd Mirza procède à l'incarcération de cinq suspects repérés grâce à leur téléphone mobile : Moustapha Hamdane (chef de la garde présidentielle), Jamil Sayyed (ancien chef de la sûreté générale), Ali al-Haj (ex-directeur des forces de sécurité intérieures) et Raymond Azar (chef des services de renseignement de l'armée).

Le 20 octobre, Mehlis remet son premier rapport au secrétaire général des Nations unies Kofi Annan. Ce rapport, basé sur des témoignages anonymes, établit un lien entre plusieurs hauts responsables syriens et libanais visant à l'assassinat de Rafiq Hariri. Ce rapport est critiqué par le gouvernement syrien comme étant orienté politiquement contre lui et dénué de preuves tangibles. La rétraction du principal témoin de la commission d'enquête internationale, Hussam Taher Hussam, déclarant avoir été payé par Saad Hariri pour figurer comme principal témoin à charge contre les autorités syriennes affaiblit le rapport Mehlis. Mehlis argumente en déclarant que Hussam a été manipulé par la Syrie.

Début décembre 2005, sous la pression de George W. Bush et Jacques Chirac qui menacent la Syrie de sanctions en cas de non-collaboration à l'enquête, Bachar el-Assad accepte que 5 responsables syriens soient entendus par les enquêteurs de l'ONU, tout en continuant à nier toute implication de la Syrie dans cette affaire.

Mohamed Zouheir Siddiq, chauffeur d'un général syrien et recherché pour détournement de fonds, (présenté pendant un temps de l'enquête comme témoin principal par l'équipe de Mehlis comme un membre important des services secrets syriens au Liban) a été arrêté en France en octobre 2005 à la demande du procureur libanais.

Le 29 décembre, le Belge Serge Brammertz, procureur adjoint à la Cour pénale internationale succède à Detlev Mehlis, dont le mandat expire le 15 décembre et qui ne souhaite pas être reconduit dans ses fonctions.

Kofi Annan officialise la nomination.

Jusqu'à la fin de son mandat, Jacques Chirac qui entretenait des liens amicaux avec Rafiq Hariri qu'il tutoyait, met tout son poids dans la balance pour la mise en place d'un tribunal spécial chargé de juger les assassins d'Hariri.

Le 30 mai 2007, le Conseil de sécurité de l'ONU décide de sa création de justesse, par 10 voix sur 154.

Le même mois, à l'issue de sa présidence de la République, Jacques et Bernadette Chirac vont s'installer dans un appartement de 180 m² sur les quais de Seine appartenant à la famille Hariri.

Le 13 mars 2008 suivant, nouveau revirement : la France prétend via son ministre des affaires étrangères Bernard Kouchner avoir "perdu" Zouheir Siddiq. Certains y voient le signe d'un embarras face à l'effondrement de la thèse syrienne, d'autres y voient des pressions de Bachar El Assad qui accepterait ainsi de revenir dans le giron français, à condition que la tenue d'un tribunal spécial soit abandonnée.

Le président syrien Bachar Al-Assad est convié par le nouveau président français, Nicolas Sarkozy au sommet de l'Union Pour la Méditerranée et du défilé du 14 juillet 2008 à Paris. Paris, qui explique qu'on ne « peut pas travailler qu'avec des démocrates », dit vouloir « encourager » l'évolution de Damas après le déblocage de la situation au Liban. Aux nombreuses protestations que cette invitation soulève, l'Elysée réplique : « Le Drakkar, ce n'était pas la Syrie, c'était l'Iran et le (mouvement chiite libanais du) Hezbollah. La Syrie, c'était l'attentat contre l'ambassadeur de France au Liban Louis Delamare en 1981 », a déclaré à la presse une source élyséenne.

Ce ne fut certes pas au goût de la famille Delamare, qui signe une tribune dénonçant le « deuxième assassinat de leur père et oncle » que constitue l'invitation adressée à Bachar Al-Assad avant que celui-ci ou son pays ne se soient repentis.

La direction politique du « Figaro » refuse de publier l'opinion des Delamare, hostile à Damas.

Louis Delamare aura ainsi été assassiné une deuxième fois. Avec les familles et les proches des Casques Bleus Français tués au Liban ils font partie de ces Français, de plus en plus nombreux, qui se sentent « trahis » par la présence d'Assad au défilé du 14 juillet, pourtant destiné à honorer l'armée française.

Pendant ce temps, le Hezbollah cherche à améliorer son image sur le plan international.

Déjà loué par Jacques Chirac pour son « rôle social », il utilise les journalistes affiliés au « Réseau Voltaire » de Thierry Meyssan, tout comme les sites associés au CPL (Courant Patriotique Libre) de Michel Aoun en Europe.

Dans une émission simultanément retransmise par « Al Manar », la chaîne du Hezbollah et « OTV », celle du général Aoun, Nasrallah et Aoun célèbrent en février 2008, l'accord conclu deux ans auparavant :

en février 2006, Aoun avait créé un mouvement politique, le CPL (Courant Patriotique Libre), rapidement noyauté puis récupéré par le Hezbollah, avec qui il avait signé un « document d'entente » contre-nature.

Aoun s'efface donc au profit du Hezbollah, qui passe à la vitesse supérieure.

Au Liban à ce jour, les réfugiés palestiniens n'ont toujours pas de statut, de nationalité, le droit de travailler, de se déplacer librement et vivent de subsides consentis par la Communauté internationale.

Les autres pays : Egypte, Syrie, refusent d'intégrer les populations déplacées suite à la guerre de 1948 et maintiennent un abcès de fixation aux frontières d'Israël.

Seule la Jordanie, avec la double annexion dès 1948 de la Cisjordanie et Jérusalem-Est à l'issue de sa guerre avec Israël, accroît sa superficie et surtout sa population puisque le pays accueille dans les années qui suivent quelques 1,2 million de réfugiés. Cet afflux massif est bien sûr une source de difficultés (qui aboutissent notamment à l'assassinat du roi Abdallah par des réfugiés lui reprochant les annexions) mais aussi une chance pour la Jordanie qui accueille aussi une « bourgeoisie palestinienne » qui va jouer un rôle essentiel dans l'essor économique du pays.

En 1967, la Jordanie perd la Cisjordanie et Jérusalem, c'est-à-dire 47% de sa population, la riche agriculture méditerranéenne de cet espace et la moitié de son appareil industriel. De

plus, elle accueille 300.000 à 400.000 réfugiés supplémentaires (les ‘‘déplacés’’ au sens où ils se déplacent dans l’Etat jordanien d’ouest en est’’), dont le départ est « encouragé » par Israël.

Aujourd’hui, les groupes fondateurs de l’OLP de 1964 ont pratiquement disparu, sauf le FDPLP de Naïef Hawatmeh, présent en Syrie, au profit de factions armées très structurées et encadrées dont les plus importantes sont le Hezbollah au Sud-Liban, le Hamas et le Jihad islamique à Gaza, tous deux soutenus, armés et financés par l’Iran.

L’Iran qui mène parallèlement une guerre sur le terrain par « proxies » interposés (Liban en 2006 et Gaza en 2008-2009), tout en poursuivant sa course au nucléaire, à peine freinée par les timides protestations internationales.

Contrairement au Fatah, qui a modifié sa charte vers un credo à motivation plus politique, le Hamas et le Jihad prônent sans discontinuer la non-reconnaissance et la destruction de l’Etat d’Israël.

Sans « s’interdire » d’entamer un dialogue et des pourparlers en vue d’une sortie de crise, il est toutefois inenvisageable de le faire sans l’abandon de la violence, la reconnaissance explicite d’Israël dans des frontières définies, le respect des accords passés et la libération des otages (tant le soldat franco-israélien Guilad Shalit, que les Palestiniens maintenus arbitrairement en détention) par le Hamas.

[Haut du document](#)

Derniers développements

Malgré des éléments encourageants, comme l’ouverture du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), chargé de juger les auteurs présumés d’attaques terroristes au Liban, dont l’assassinat de l’ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri à La Haye, le 2 mars 2009, il reste des points sombres et qui augurent d’un avenir incertain.

1. Le 4 mars courant, le Royaume-Uni a déclaré, par la voix de son ministre des Affaires étrangères Bill Rammell, qu’il envisage à présent un dialogue avec le Hezbollah, qu’il voudrait pouvoir étendre au Hamas, sous certaines conditions.
2. Pour succéder au Nicaraguayen Miguel d’Escoto Brockmann (qui préside la préparation de la conférence Durban II à Genève en avril prochain), l’Assemblée générale de l’ONU pressent Ali Tikri, ministre de affaires étrangères libyen, qui devrait présider l’Assemblée générale de l’ONU à partir de juin 2009.
3. Les Iraniens poursuivent, comme si de rien n’était, leur programme nucléaire, menacent ouvertement Israël et tous ceux qui prendraient son parti. Quant à Ali Khamenei, le « guide suprême » du régime des mollahs, il déclare son désaccord avec une solution Israélo-palestinienne à deux Etats : entendez par-là une préconisation visant à la destruction pure et simple de l’Etat juif.

4. Nous naviguons en pleine incohérence. La conférence des donateurs de Charm-El-Sheikh pour la « reconstruction de Gaza » a “levé” un montant proche de 5 mds de dollars, s’ajoutant aux 7,5 milliards de promesses de dons faites à Paris en décembre 2007.

D’une part, les donateurs sont des pays touchés par le marasme économique qui fait suite à la crise financière et auront à absorber un choc social énorme dans les deux années à venir. Le chômage va augmenter exponentiellement et les besoins en financement économique pour remettre le système en route seront vitaux.

Les pays qui ont le plus de ressources – les pays arabes – ont toujours cherché à contribuer le moins possible, sauf au niveau politique par un dénigrement systématique de la politique occidentale.

Les fonds réunis pour les Palestiniens risquent, une fois de plus, d’alimenter l’achat d’armes et le terrorisme.

Tant que nous ne partagerons pas une même grille de lecture sur les valeurs démocratiques, des droits de l’homme et de la femme, du progrès économique et social, nous n’aurons pas d’interlocuteur.

Rien ne sert de déverser des milliards de dollars dans une roue creuse qui tourne sans fin pour alimenter la frustration et la haine.

5. Une paix au Proche-orient – indispensable il est vrai – ne pourra être atteinte que le jour où pourront s’asseoir à la même table des partenaires de discussion animés des mêmes intentions : faire les sacrifices nécessaires pour aboutir à cette paix. Cela entend l’abandon de l’éducation à la haine, à la violence, la reconnaissance de l’autre et l’acceptation de réinvestir le montant des dons dans la construction d’une société civile, respectueuse des valeurs partagées. Autant dire que nous en sommes encore loin, tant que les Etats occidentaux regardent dans l’autre direction dès qu’il s’agit de leurs intérêts immédiats et tiennent un langage à sens unique dès lors qu’il s’agit de stigmatiser l’action défensive pour la survie d’un Etat souverain.

6. Les Etats-Unis ont procédé à la nomination de Charles Freeman à la tête du National Intelligence Council (le Conseil National du Renseignement). Cela est générateur de grandes inquiétudes, dans la mesure où ce Conseil a pour fonction de synthétiser et d’interpréter les renseignements recueillis par l’ensemble des agences (CIA, NSA, etc.). C’est lui qui produit les évaluations à partir desquelles la politique étrangère américaine prend ses orientations. Elle n’a pas décelé à temps les attentats du 11 septembre, ni le programme secret nucléaire iranien. De plus, Freeman est jugé comme un adversaire farouche de la politique pro-israélienne, de même que Samantha Powers, nommée au Conseil National de Sécurité.

7. En Europe, le nombre d’actes antisémites enregistrés durant les 22 jours de l’opération israélienne à Gaza a augmenté de 300% par rapport à la même période l’année précédente, d’après une étude de l’Agence juive. 250 actes ont été enregistrés, principalement en Europe de l’Ouest.

Sur les 250 actes, 100 ont été commis en France et 100 autres en Grande-Bretagne.

Entre l'antisémitisme au sens de Wilhelm Marr, considérant les Juifs comme « inassimilables » en Occident et l'antisionisme, prêt à renvoyer les Juifs en Europe, quelle place le monde voudrait-il laisser aux Juifs ?

8. Avec l'élection d'Obama aux Etats-Unis, l'Amérique a porté aux plus hautes responsabilités un homme issu de l'immigration forcée Afro-américaine et né d'un père musulman. Mieux que quiconque, il reflète la vitalité d'une démocratie qui accepte de regarder son passé en face.

Pour autant, la nouvelle administration américaine saura-t-elle montrer l'exemple au Vieux continent et le débarrasser enfin de ses oripeaux post-colonialistes Franco-anglais pour agir enfin dans l'intérêt des populations ? De remplacer les vieux réflexes qui ont mené aux guerres, les refus liés au passé, par une approche nouvelle fondée sur une acceptation de l'Autre ?

Dans la conférence de presse qu'il tient au 2^e jour de sa présidence, Barack Hussein Obama déclarait au sujet du conflit arabo-israélien et Gaza : « nous disons clairement à tous les pays de la région que le soutien extérieur aux organisations terroristes doit cesser ».

Un beau discours. À présent, on demande des actes.

A.C.

[Haut du document](#)

Introduction.....	1
Politique arabe de la France.....	2
La fin d'un mythe.....	3
N'avons-nous donc rien appris ?.....	4
Citations palestiniennes.....	6
Blocus ? Quel blocus ?.....	7
Retour sur l'Histoire.....	7
Sionisme : la genèse.....	8
La persécution des Juifs en Russie et ses conséquences.....	9
Le mandat britannique en Palestine.....	11
L'accord de Sykes-Picot.....	13
Un face-à-face franco-britannique.....	14
Carte : des accords de Sykes-Picot... au Proche-Orient contemporain.....	15
L'exclusion des Arabes de Palestine par leur refus de la partition.....	17
Les grandes vagues d'immigration.....	19
Le retour des Arabes palestiniens sur la scène politique.....	20
Le premier attentat palestinien d'envergure internationale.....	21
De Beyrouth à Tunis.....	23
La renaissance chiite.....	24
L'ascension de Rafiq Hariri.....	26
Enquête sur l'attentat.....	27
Derniers développements.....	29

Références :

Comment l'empire ottoman fut dépecé

<http://www.monde-diplomatique.fr/2003/04/LAURENS/10102#nh6/www.monde-diplomatique.fr>

Cartes de l'Afrique du Nord et du Moyen-orient avant et après les accords de Sykes Picot

http://www.monde-diplomatique.fr/IMG/pdf/sykes_picot_fr.pdf

La Palestine mandataire

http://fr.wikipedia.org/wiki/Palestine_mandataire

La déclaration Balfour

http://fr.wikipedia.org/wiki/Déclaration_Balfour_de_1917

L'histoire du sionisme

http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_sionisme

Les tribulations de la Jordanie depuis sa création

http://fig-st-die.education.fr/actes/actes_2004/compterendus/les_tribulations_de_la_jordanie_depuis_sa_creation.html

Histoire et polémiques : Septembre Noir 1970

<http://histoiretpolemiques.blogspot.com/2006/11/septembre-noir-1970.html>

Sénégal : anniversaire du 26 août 1958

http://www.lesoleil.sn/article.php3?id_article=2544

Harki

http://fr.wikipedia.org/wiki/Harki#cite_note-4

À lire et à voir :

Entrevues avec Khaled Meshaal

Le Hamas, et ensuite?

http://www.desinfos.com/spip.php?page=article&id_article=4231

Khaled Meshaal : "La question de la reconnaissance d'Israël est exclue"

http://www.desinfos.com/spip.php?page=article&id_article=10673

Le pétrole, malheur du monde arabe

<http://www.cartografareilpresente.org/article109.html>

Entre pétrole et nucléaire, le Moyen-Orient au coeur de la guerre

<http://www.cartografareilpresente.org/IMG/pdf/ener-conflit-iran.pdf>

[Haut du document](#)